

présente ce soir et comme ceux que l'on présentera au cours des années à venir, pour mieux «plumer» le peuple, au bénéfice de la finance.

Le ministre des Finances (M. Benson) nous a annoncé un déficit de 570 millions de dollars, dans son budget supplémentaire de 1970-1971, et un autre de 600 millions de dollars dans le budget 1971-1972. Ces déficits représentent de nouvelles taxes à imposer au peuple canadien, et ce à brève échéance, en dépit des promesses des experts qui prévoyaient un excédent de 250 millions de dollars, annoncé par l'honorable ministre des Finances en mars 1970.

Toutes les statistiques sur le chômage sont le résultat, comme je l'ai expliqué, d'un échafaudage de chiffres établis non scientifiquement, que le gouvernement peut modifier comme il le veut en ordonnant la tenue d'enquêtes dans des secteurs de la société ou dans des régions favorables à l'embauchage, afin de mieux masquer la situation de chômage.

[Traduction]

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, comme il ne reste que quelques instants avant le vote sur le budget, je voudrais dire dès le début que d'habitude, je trouve que parler à la Chambre est une expérience agréable, mais je ne saurais en dire autant ce soir. Je ne vois pas comment on pourrait trouver agréable de participer à un débat qui porte particulièrement sur le chômage à une époque où le désespoir et la déception règnent parmi des milliers de Canadiens; où la misère, par suite du chômage, a atteint un point culminant dans notre histoire; où, monsieur l'Orateur, dans une société d'abondance, des milliers de familles sont sans le sou ou presque sans ressources; où cette abondance existe dans toutes les régions, mais n'atteint pas les assistés sociaux; où l'abondance et les ressources agricoles, naturelles et humaines dépassent les bornes de l'imagination, mais que le seul avantage qui découle de richesses de ce genre est de pouvoir toucher des prestations d'assistance et d'assurance-chômage.

Les résultats qui découlent de notre mode de structure et de régime, sont vantés par le gouvernement en tant que conséquences de ses propres politiques et ses propres décisions. Cet après-midi, le ministre des Finances (M. Benson) a affirmé, et c'est une des seules occasions où je l'ai entendu dire cela, qu'il était préoccupé par le sort des chômeurs. Après avoir, dans de nombreuses réponses à de nombreuses questions, tant aujourd'hui que les jours précédents, manifesté à ce sujet de la désinvolture et de l'arrogance, il a fini par exprimer une certaine préoccupation. Mais à mon avis, c'est une espèce de préoccupation propre à ceux qui sont à l'aise, qui, en fait, ne correspond pas aux réalités de la vie. Ce genre de préoccupation est un affront aux chômeurs de notre pays, la préoccupation d'un homme qui a participé à un programme conçu délibérément pour créer le chômage, le genre de préoccupation qu'il faut rejeter, car ce n'en est pas vraiment une.

C'est le souci d'un homme qui aime jongler avec les chiffres, le souci d'un gentilhomme qu'en ancien anglais on appellerait probablement un «nutcracker» c'est-à-dire un intrigant, quelqu'un qui est résolu à cacher sa propre incompetence ainsi que les gaffes et l'échec de son gouvernement. Quoi d'étonnant alors que les trois partis de l'opposition, qui ont des vues différentes sur les mesures

nécessaires pour remettre l'économie d'aplomb, fassent front commun face à un tel gâchis? Pourquoi une pareille question de la part du ministre du Revenu national (M. Gray)? C'est pour cette raison que les partis de l'opposition sont allés, parce qu'ils se préoccupent des besoins humains, non pas des statistiques ni des jongleries que pratiquent le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et le ministère du Travail ainsi que, ce soir, le ministre du Revenu national qui nous a fourni des statistiques ad infinitum, ce qui m'a confirmé la vérité du vieil adage selon lequel les chiffres ne mentent pas, mais les menteurs ne se privent pas parfois de calculer.

C'est précisément ce que le ministre du Revenu national fait, et ce que le gouvernement fait chaque fois que de nouvelles statistiques sont publiées. Ils ont raisonné sur la validité, le nombre de personnes qu'elles représentent, les choses qu'elles signifient et celles qu'elles ne signifient pas. C'est sûrement hors de propos. On devrait se préoccuper davantage des personnes elles-mêmes, de la misère, de la dégradation qui se produit lorsque les gens sont obligés de parcourir les rues à la recherche d'emplois qu'ils ne peuvent trouver. Et puis, nous avons entendu le ministre des Finances déclarer presque joyeusement aujourd'hui, dans la salle de télévision au bout du couloir, que le gouvernement avait accompli de telles merveilles grâce au Régime d'assistance publique du Canada, que les gens pouvaient en profiter s'ils n'avaient pas droit à l'assurance-chômage. Monsieur l'Orateur, c'est une ignoble insulte à la nation et à ses besoins sociaux. Que le gouvernement dise: ce que nous voulons, c'est que les gens émargent à l'assistance publique; nous ne pouvons faire beaucoup plus que de leur servir des prestations d'assurance-chômage et jongler avec les chiffres et les faits ce n'est pas une réponse.

• (9.40 p.m.)

Les Canadiens devraient se rendre compte que ce qui préoccupe vraiment le gouvernement. Il se préoccupe, non du bien-être social des chômeurs, non de la situation économique actuelle, non de la détérioration et de la ruine de la vie sociale et familiale, mais de la situation qui existera en 1972. Le gouvernement oriente chacune de ses activités en gardant les yeux rivés au milieu de cette année-là. Pourquoi, monsieur l'Orateur? D'après les calculs froids et cruels du premier ministre (M. Trudeau), à moins d'imprévu, 1972 sera l'année des prochaines élections fédérales. Voilà ce que vise le gouvernement, c'est-à-dire lorsque la machine de la propagande aura été lancée. Il croit que la population aura peut-être oublié en 1972 ce qui lui est arrivé ces temps-ci.

A mon avis, le gouvernement aura un pénible réveil. Ce genre de chose s'est déjà produit autrefois. Des gouvernements précédents, libéraux pour la plupart, ont essayé de manigancer pour pouvoir triompher aux élections générales. Le présent gouvernement a déclaré qu'il avait délibérément tenté de juguler l'inflation en créant du chômage, et il dit maintenant qu'il résorbera le chômage en créant une inflation. La population n'acceptera pas ce genre de stratégie. Le parti libéral est connu depuis longtemps pour son hypocrisie, son esprit querelleur et ses faux-fuyants. Essentiellement, il ne diffère pas de ce qu'il était il y a plusieurs années, sauf quelques nouvelles figures dominantes. Il est dirigé par le même genre de personnages. Nous avons maintenant affaire à